

# 2018: Macron rétablit les baisses d'impôts

Le président de la République a tranché : les réformes de la taxe d'habitation et de l'ISF intervient

**GUILAUME GUICHARD**  
@guillaume\_gu

**FISCALITÉ** Le revirement serait spectaculaire, s'il se confirme. De source gouvernementale, Emmanuel Macron a tranché dimanche soir en faveur de baisses d'impôts dès l'année prochaine d'une partie de l'exonération de la taxe d'habitation. Cette mesure doit, en trois ans, profiter à 80 % des ménages. De même, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) serait supprimé dès l'année prochaine pour être remplacé par un impôt sur la seule fortune immobilière (IFI) et s'accroîtrait, selon certains proches du président, de la mise en œuvre de la taxe forfaitaire de 30 % sur tous les revenus du capital. Autant de mesures que le premier ministre Édouard Philippe avait repoussé en 2019, au mieux, il y a une semaine dans son discours de politique générale.

**solutions pour accélérer les baisses d'impôts et de charges dès 2018, notamment la réforme de la taxe d'habitation et l'ISF.** » Le patronat s'est réjoui de ce surprenant changement de pied. Les maires, eux, pestent contre l'arbitrage survenu sur la taxe d'habitation, décidé sans concertation alors qu'ils sont conviés dans une semaine à une « conférence des territoires » présidée par Édouard Philippe.

La volte-face présidentielle, si elle se confirme, ne va pas arranger les affaires du ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin. Lui est chargé de boucler le budget pour 2018, de manière à ce que le déficit public soit, comme en 2017, sous la barre des 3 % du PIB, conformément à l'engagement européen de la France.

Avant les arbitrages de l'Élysée, l'équation n'était déjà pas simple à résoudre. Maintenant, la mission de Gérard Darmanin relève presque de l'impossible. D'où la prudence affichée lundi par le premier ministre dans une interview donnée au Financial Times : « Le calendrier des réformes fiscales doit aussi prendre en compte les autres contraintes, et le déficit public dans des proportions acceptables du point de vue de notre engagement européen. »

La réforme de l'ISF devrait, à elle seule, coûter 3 milliards d'euros,

selon les dernières estimations de Bercy, pour un impôt qui rapporte 5 milliards par an. C'est plus que le chiffre évoqué pendant la campagne par l'équipe d'Emmanuel Macron, qui mentionnait alors une facture de 2 milliards seulement. À cela s'ajoute, si l'arbitrage est confirmé, le coût du premier volet de la réforme de la taxe d'habitation. Si la montée en charge de cette dernière s'effectue comme promis durant la campagne au rythme d'un tiers par an, alors le ministre des Comptes publics devra trouver 3 milliards d'euros d'économies supplémentaires en 2018 ! Bref, tentivement la facture de 6 milliards d'euros en 2018.

## 20 milliards à trouver

« Pour remplir l'objectif officiel dans le discours de politique générale du premier ministre, mardi, à savoir une stabilité des dépenses entre 2017 et 2018, il faut réduire 20 milliards d'euros d'économies, a déjà calculé l'expert en finances publiques François Écalle, fondateur du site Fipéco et ancien magistrat de la Cour des comptes. Or à ce jour, les seules mesures annoncées, gel du point d'indice fonctionnaires, ne pèsent que 2 milliards d'euros. Il faut donc encore trouver dix fois plus d'économies ! » Il faut de plus ajouter à l'équation

une partie des baisses d'impôts déjà votées sous le quinquennat précédent, c'est-à-dire la fin de la montée en charge du CICE et la poursuite de la baisse de l'impôt sur les sociétés. Le tout pèse 7 milliards d'euros supplémentaires.

Heureusement pour l'exécutif, les recettes fiscales devraient gonfler « naturellement » grâce au regain de croissance, réduisant l'ef-

fort d'économies à 20 milliards... si le 8 vise un déficit de 2,8 gramma présidentielle. rait se contenter de mo- dre à 2,9 %, voire r- quité à fâcher Bruxelles. La reprise, par allier faciliter le travail du go- sur le front budgétaire.

**Mes baisses d'impôt sont séquentielles pour permettre de réduire le déficit. Ensuite, les choix pour 2018 sont des choix de relance**

EMMANUEL MACRON  
LE 29 AVRIL 2017



Pourquoi le président a fait...